



UNE CAGE DORÉE RESTE UN CAGE

**LES NOUVELLES PRISONS ET
LE MENSONGE DE L'HUMANISATION**

Contributions à la lutte contre la construction
d'une maxi-prison à Bruxelles

N° 2

- N° 1 AUTOPSIE D'UNE VILLE**
L'offensive du pouvoir à Bruxelles
- N° 2 UNE CAGE DORÉE RESTE UNE CAGE**
Les nouvelles prisons et le mensonge de l'humanisation
- N° 3 BRIQUE PAR BRIQUE**
Quelques remarques à propos de la lutte contre la prison
et ses défenseurs

**Contributions à la lutte contre la construction
d'une maxi-prison à Bruxelles**

*c/o Le Passage, espace d'info et de coordination
dans la lutte contre la maxi-prison
rue Rossini 11 - 1070 Anderlecht*

cavale@riseup.net - www.lacavale.be

Chaque fois que le pouvoir s'apprête à construire une nouvelle structure répressive telle qu'une prison, elle n'économise pas sur les mots pour justifier sa démarche. Généralement, afin d'obtenir un consensus maximale auprès des populations, ses argumentations vont se référer à une valeur absolue, qui varie évidemment en fonction des époques et des contextes historiques. Quand il s'agissait de justifier l'ouverture de camps de concentration en France et en Angleterre afin d'y enfermer, préventivement, les possibles saboteurs de l'effort militaire à l'aube de la Deuxième Guerre Mondiale, c'était autour de la valeur de « La Patrie » que l'Etat cherchait à rallier la population. Quand il fallait neutraliser le refus du travail salarié dans les années 70, fruit et source d'une vaste subversion révolutionnaire, s'exprimant notamment à travers la délinquance sociale et les braquages de banques, l'Etat français, et d'autres pays à leur façon, ont reformé le système pénitentiaire. Si d'un côté des véritables prisons dans les prisons, les oubliettes et les centres de torture qu'on a appelé QHS, étaient introduites afin d'éradiquer l'élan de révolte, d'autre côté le discours portait surtout sur l'introduction de mécanismes de réinsertion, du changement de l'optique de l'enfermement de « punition »

en « réhabilitation ». Un discours profondément humaniste donc, afin de justifier l'écrasement dans les QHS et la répression meurtrière dans la rue. Quand il s'agit aujourd'hui de justifier le plus grand programme de construction de prisons que l'Etat belge n'a jamais connu, le fil rouge du consensus à obtenir porte aussi sur « l'humanisation des prisons ». Prenant prétexte des dizaines de mutineries qui ont secoué l'univers carcéral belge entre 2006 et 2011, mettant à nu la réalité des conditions de détention, la violence des gardiens, la surpopulation, la vétusté de certains prisons, l'Etat base sa légitimation de nouvelles prisons non seulement sur l'appel au sécuritaire, mais aussi sur le réaménagement de ces conditions jugées aujourd'hui « inacceptables ».

Pourtant, la construction de nouvelles prisons a toujours eu comme but principal l'augmentation de la capacité d'enfermement, c'est-à-dire le durcissement répressif. Si l'enfermement est en effet un *mode de gestion* des contradictions sociales sur lesquelles cette société est basée, l'augmentation ininterrompue du nombre de détenus indique que cette stratégie répressive n'est en rien obsolète aux yeux de l'Etat. Et donc, en toute logique, il doit construire toujours plus de prisons.

Pour critiquer le discours d'humanisation des prisons (qui a des fortes ressemblances avec le discours qui tend à humaniser la guerre en la présentant comme une « opération chirurgicale », avec le discours qui humanise le contrôle capillaire en déshumanisant les « ennemis des valeurs démocratiques » et ainsi de suite), il faut oser pénétrer au fond des choses. Le pouvoir existe et, devant la menace toujours présente d'être détruit par ceux qu'il opprime, il doit se protéger. C'est dans son essence même de continuer son existence, de prolonger et d'étendre son règne. A force d'analyser les développements historiques, il faut constater que le pouvoir ne mise pas toujours sur le même cheval, ou plutôt, il mise en général sur tous les chevaux en même temps. Il est prêt à bombarder, à

massacrer, à faire des génocides et mener des guerres pour se préserver, et il est aussi prêt à donner à manger, soigner les malades, adoucir le sort des détenus si cela renforce son emprise sur ses sujets. Ainsi, torture et progrès vont main dans la main. Le pouvoir, c'est la torture *et* c'est le progrès. C'est sa force, c'est sa puissance.

Si l'humanisation des prisons est de toute façon un mensonge, vu que l'enfermement en soi constitue une torture, on le voit davantage si on perçoit les discours de propagande pour aller vers la réalité. Une prison plus propre, c'est aussi une prison aseptisée, stérile, avec un contact humain minimal entre détenus. Une prison mieux équipée, c'est aussi une prison où tout est automatisé, où les portes ne s'ouvrent plus avec des clés, mais à distance, où les fenêtres ne s'ouvrent pas (comme il y a l'*airco* pour aérer). Un enfermement plus axé sur la « réinsertion », c'est aussi la dictature « scientifique » et donc « incontestable » des psychologues et des psychiatres, des médecins et des assistants sociaux. Si un semblant d'un peu plus de confort est offert au détenu, c'est au prix d'un contrôle renforcé. Il n'en est pas différent à l'extérieur, dans l'ensemble de la société.



TOUTE PRISON EST INVIVABLE

Un après-midi de mai 2012, deux grandes banderoles ont été attachées sur Saint-Gilles : une sur la Porte de Hal, l'autre en haut de la chaussée de Forest à l'entrée de St-Gilles. Sur les banderoles : « Forest, St-Gilles, toute prison est invivable. Détruisons toutes les prisons. » Pendant une bonne heure, des compagnons et compagnonnes ont ensuite distribué le tract en haut aux passants. A ce moment, les conditions de détention dans les prisons bruxelloises faisaient objet d'une indignation assez diffuse.

Depuis quelques semaines, la prison de Forest attire l'attention de quelques haut-placés, entre autre un procureur. Après sa participation active à l'envoi de milliers de personnes en prison (entre autre à Forest) ce monsieur le procureur déclare que la prison de Forest est invivable, et ben... On se demande : n'est-elle pas dans cet état depuis des années ? À quatre dans une cellule pour deux, partage de couverts car il n'y en a pas assez pour tout le monde, pas de soins pour les prisonniers qui souffrent de tuberculose, pas plus qu'une heure de promenade par jour... Et comme cerise sur le gâteau : des actions de service minimum de la part des matons, ce qui aggrave toujours la situation en taule : pas de promenade, pas de visite, pas de douche, pas d'activités.

Puis, il y a eu le bourgmestre de Forest qui s'en mêlait et menaçait de déclarer le bâtiment insalubre. On s'est posé la question : qu'est-ce que ce serait, une prison vivable ? Qu'est-ce que ce serait une prison salubre ? Et nous n'avons pas trouvé de réponse. Même une cage dorée reste une cage, pas vrai ? L'Etat par contre a ses plans pour construire 10 nouvelles prisons qu'il prétend « plus humaines » que les vieilles structures comme Forest, Saint-Gilles, Verviers (déclaré insalubre en automne 2011). Ce seront des établissements plus grands, avec plus de cellules, pour enfermer plus de gens. Ce seront des établissements propres, stériles, comme des laboratoires où on expérimente sur des gens : comment injecter la docilité ?

En vrai, ce qui inquiète les hommes du pouvoir, ce n'est pas tant la question de savoir si la prison de Forest est invivable ou insalubre, mais plutôt la possibilité, pas si lointaine, qu'elle devienne ingérable. C'est-à-dire, que les prisonniers rassemblent leur courage, n'attendent plus la « bienveillance » des haut-placés et se révoltent, pas seulement comme un cri de vie et de liberté, mais pour détruire de fond en comble la prison. Aujourd'hui, à Forest comme dans d'autres prisons, il y a une occasion à saisir : endommager les aspects vitaux de la prison (comme les canalisations, les circuits électriques,...) pourrait entraîner leur fermeture.

La révolte, la mutinerie sont des options imaginables, elles ont toujours été pratiquées depuis l'existence même des prisons. En Belgique, le bon déroulement de l'enfermement est perturbé depuis des années. Evasions, émeutes, protestations, prises d'otage des gardiens, des complicités dans la révolte se tissent. Dehors, de l'autre côté des murs de la prison, d'autres insoumis passent à l'attaque : agressions contre des matons, attaques contre les entreprises qui se font du fric avec l'enfermement, incendies contre les bâtiments de la Justice et de la police etc.

Mais si nous appelons à la révolte dans et contre les prisons, c'est aussi parce que dehors, nous nous retrouvons en fait en prison. Une prison à ciel ouvert, certes, mais qui enferme tout de même. Pour que chacun reste dans sa cage, la cellule de sa vie. Le nom de ces cellules varie à l'infini : travail, école, pauvreté,... et nous, les prisonniers, sommes surveillés de mille manières. Là aussi, nous appelons à la révolte. Révolte contre la ville carcérale où l'on habite, contre tout ce qui nous opprime et nous exploite. Si on réfléchit un peu, il y a mille manières pour perturber le fonctionnement quotidien du pouvoir. Pour transformer ce qui est invivable en ingérable. Pensez Bruxelles, il suffit de regarder autour de soi, plus à travers les yeux de la résignation, mais à travers les yeux de celui qui désire la liberté. En sachant que chaque geste de révolte, chaque refus de baisser la tête, chaque sabotage du train-train quotidien trouvera ses échos.

**Le chaos et l'imprévisible sont
les ennemis de l'ordre et du contrôle,
le bordel est notre langage joyeux.**

**Brique par brique, mur par mur,
détruisons toutes les prisons.**

ENFERMER HUMAINEMENT N'EXISTE PAS

La Régie des Bâtiments, gérant de l'immobilier de l'Etat et commanditaire d'œuvres d'intérêt public, a défrayé la chronique avec les premiers dessins de la future maxi-prison de Bruxelles. Sur ces images : de souriants hôtes de la prison, aucun gardien visible, des murs « intégrés dans l'environnement existant », vert naturel, des bâtiments à l'échelle d'un village. On dirait une colonie de vacances. Le communiqué officiel se vante de « l'humanité » de ce nouveau projet, d'une nouvelle façon de « vivre en milieu pénitentiaire »...

Celui qui contrôle le sens des mots s'assure d'une capacité considérable de maîtrise des esprits. Ainsi, le pouvoir a toujours cherché à donner aux mots le sens qui l'arrange. Les guerres menées par l'Occident ne s'appellent plus « guerres », mais « interventions humanitaires ». Les centres fermés pour illégaux ne sont pas des prisons pour des gens qui n'ont pas le bout de papier requis, mais des « centres d'accueil pour réfugiés ». La justice sociale n'est pas ce que chacun entend par être « juste », mais la Justice avec ses lois et ses juges. On pourrait dresser tout un dictionnaire des mots du pouvoir qui exercent une influence profonde sur nos capacités à réfléchir et à discuter.

Pourtant, c'est au contact de la réalité et de la vigueur des idées que les mots tendent à reprendre leur véritable sens. L'aberration qui consiste à enfermer un être humain dans une cage et à le soumettre à un contrôle total, peut bien se retrancher derrière des gros mots comme « protection de la société », « punition des délinquants », ou tenter de se justifier par « un accompagnement vers la réinsertion », « un environnement humain et vert », est-ce que cela n'en reste pas moins une aberration ? La politique « humaine » d'incarcération, que l'Etat brandit comme un étendard, ressemble à un manuel pour repeindre les cages en rose.

Force est de constater que les cages ne sont pas que physiques. Une cellule a quatre murs, mais dans la tête, les murs, les grillages et les barbelés se comptent par centaines. La prison ne devient acceptable que si on accepte la société actuelle comme inéluctable. Enfermer quelqu'un n'est envisageable que lorsqu'on croit que la liberté se trouve dans le code pénal. Condamner la délinquance n'est possible qu'en écartant de la définition de ce terme tous les méfaits et les crimes, bien plus importants, des Etats et des capitalistes. Menacer un employé de banque pour le forcer à ouvrir un coffre-fort est un grand crime puni par la loi, exploiter des milliers de travailleurs et empoisonner la terre, c'est le « libre marché ». Comme le résumait Stirner en 1844 : « *Aux mains de l'individu, la force s'appelle crime. Aux mains de l'Etat, la force s'appelle droit.* »

Mais pour en revenir à notre « paisible village pénitentiaire », comme le pouvoir nomme la future plus grande prison de Bruxelles, regardons (une fois n'est pas coutume) d'un peu plus près le refrain du plus réaliste des réalistes, la chanson ennuyeuse de ceux qui ont perdu toute capacité à rêver et à se battre à corps perdu pour leurs idées d'émancipation. Admettons que les cellules de cette nouvelle prison seront moins grises, que les détenus y auront plus accès aux soins et aux activités, qu'au lieu de compter les jours à l'ombre d'un grand

mur désespérant, on y verra quelques rayons de soleil et des cimes d'arbres. Tout cela ne sera possible qu'au prix d'un contrôle plus profond, omniprésent, et d'une aseptisation des rapports humains. Le but avoué de toute incarcération est de briser la personnalité de la personne jugée « criminogène ». Vu la résistance que des individus opposent à ce lavage de cerveau, le pouvoir mène continuellement de nouvelles expérimentations. De l'isolement total et la privation sensorielle, comme dans les modules de Bruges et de Lantin, en passant par le traitement médical et le dopage généralisé, jusqu'aux prisons « humaines » de demain. Nous n'avons pas non plus oublié comment le nouveau centre fermé de Steenokkerzeel avait également été présenté comme « un centre humain ». La dure réalité de l'incarcération avec son lot de tabassages, de désespoir, de « suicides », n'a pas tardé à arracher ce masque, pour faire apparaître ce centre pour ce qu'il est vraiment : un camp de concentration pour étrangers. Celui qui se laisse duper par les formes, oubliera le fond. La nouvelle politique pénitentiaire affichée par l'Etat n'a pas d'autre but.

Avec ses prétentions humanistes, il tente de désamorcer toute critique radicale de la prison, radicale au sens où elle va jusqu'à la *racine* de la question. Ainsi, ils auront beau camoufler leurs filets anti-hélicoptères qui ne laissent entrevoir le ciel qu'à travers des mailles, comme des pare-soleil, ils peuvent même peindre les murs en vert ou attacher des nounours aux barbelés, cela ne changera rien au fait que ce monde ne saurait défendre les privilèges de quelques riches et puissants sans pratiquer *l'incarcération de masse*. On voit d'ailleurs bien comment l'enfermement judiciaire se répand à travers toute la société, bien au-delà des murs des prisons : bracelets électroniques, peines de travail, suivi psychologique obligatoire,... Critiquer radicalement la prison, c'est s'attaquer à sa raison d'être, et sa raison d'être n'a rien d'humaniste ou d'extravagant, elle se résume à la nécessité pour l'Etat de gérer les contradictions sociales que

le système génère, et de mater les révoltes qui le remettent en question. Point barre.

Depuis de bien longues années, les mutineries et les révoltes se déchaînent dans les prisons, des individus récalcitrants s'y battent pour préserver leur dignité et résister au monstre carcéral. Les dessins enjolivés de la future prison de Bruxelles ne peuvent pas faire oublier toute la palette répressive d'isolement, de punitions, de cachot, d'interdiction de visites, de tabassages et de dopage mise en œuvre dans les prisons pour mater les velléités de révolte, et pour dompter les cris de liberté.

Une lutte est en cours pour empêcher la construction de cette maxi-prison. Maintenant, c'est donc aussi devenu un combat pour le sens des mots. Soit ! On se battra pour continuer à crier que la liberté ne réside pas dans la loi, que la prison n'est pas une colonie de vacances. Face aux arguments de la machine de propagande étatique, le mieux est de rester muets et de trouver ailleurs des espaces autonomes et libres, où le sens des mots est forgé par la bataille quotidienne contre toute exploitation et toute oppression. Loin des projecteurs du spectacle de la politique et de son double discours, la lutte tente de se frayer un chemin dans la rue, et de détruire ce qui nous détruit.

[Repris du journal anarchiste *Hors Service*,
n° 40, 12 septembre 2013, Bruxelles]

NOUVELLE PRISON MÊME MERDIER

La prison de Marche-en-Famenne, inaugurée à la mi-octobre 2013, a été vendue au grand public comme contre-exemple de tout ce qui ne va pas dans les prisons actuelles : il n'y aurait pas de surpopulation, les conditions de détention seraient « humaines », les cellules propres et même « luxueuses ».

Plusieurs réactionnaires de ce pays s'étaient alors indignés à l'annonce des nouvelles cellules trop « confortables » dans lesquelles les détenus allaient être enfermés à Marche : douche, téléphone et même internet en cellule. Mais ils peuvent désormais se réjouir, cette soi-disant amélioration n'est qu'une illusion de plus derrière laquelle se cache un isolement accru des détenus et un pouvoir renforcé de l'administration pénitentiaire. Les premiers retours dressent ainsi un autre bilan : haute sécurité, atomisation des détenus et fausses améliorations des conditions de détention.

Les douches en cellule : on a le droit qu'à 15-20 minutes d'eau par jour, à une heure déterminée par l'administration. Si on rate ce moment (préau, parler, activité, sommeil) tant pis, pas de douche. Ce fonctionnement n'offre donc aucune autonomie au prisonnier, il ne sert qu'à supprimer les mouve-

ments vers les douches et donc empêcher cette possibilité de rencontre entre détenus.

Le téléphone en cellule : on ne peut appeler que certains numéros approuvés par l'administration, pendant des durées limitées, avec un nombre de minutes fixées par jour. Internet: seuls les sites qui donnent accès à la recherche d'emploi, de formations ou d'autres choses liées à la « réinsertion » sont autorisés. Tout autre site est censuré.

Il n'y a pas de plaque chauffante en cellule. Une pièce par aile fait fonction de cuisine collective, et comme il y a trop de gens qui cuisinent à la fois, il y a des difficultés à pouvoir se faire à manger. Pour ceux qui veulent suivre une formation ou effectuer un boulot, il y a déjà de longues listes d'attente comme partout ailleurs.

La prison de Marche est conçue sur une idée de haute sécurité, le contact avec le personnel est réduit au stricte minimum, et le détenu est toujours plus livré à lui-même. Toute communication passe par le télécom. On a néanmoins entendu qu'une première agression envers le personnel n'a pas tardé à avoir lieu, juste quelques mois après son entrée en service.

L'inauguration de cette nouvelle prison n'est pas une bonne nouvelle. Elle ne sert qu'à enfermer encore plus de détenus, dans des conditions de détention encore plus strictes. Chaque ouverture de prison est pour la Justice une occasion de mettre en place ses derniers gadgets technologiques et d'assurer une plus grande sécurité à son infrastructure. Nous n'avons pas oublié comment des personnes avaient exprimé leur désaccord en posant des engins incendiaires sur le chantier en juin 2012. On peut continuer ce chemin de révolte en refusant d'être transféré à cette prison, en refusant les fausses carottes octroyées par l'administration pénitentiaire qui ne sert qu'à camoufler une augmentation de la répression de plus.

MÊME MERDIER BIS

Fin août 2014, des détenus de la nouvelle prison de Beveren ont rédigé une lettre de protestation. Il y a des courants d'air, il pleut à l'intérieur de plusieurs cellules, les gardiens sont des brutes et limitent le temps des promenades et du régime de cellules ouvertes comme bon leur semble, les détenus gagnent 0,90 euro par heure quand ils travaillent. La réalité de cette nouvelle taule contraste violemment avec l'image que l'administration pénitentiaire donne afin d'attirer des prisonniers qui demandent leur transfert.

En septembre, il y a eu des affrontements dans la nouvelle prison de Leuze. Les gardiens appellent aux flics pour intervenir contre les détenus qui refusaient de rentrer aux cellules. Là aussi, la réalité de la nouvelle prison contraste violemment avec les « meilleures conditions de détention » qu'agitait l'administration pénitentiaire. L'Etat cherche de vendre toutes ses nouvelles geôles comme plus « humaines ». Nous sommes cependant inébranlablement convaincus que des prisons plus humaines ou plus vivables ne peuvent pas exister. La réalité mortifère qui règne dans toute geôle ne peut qu'être bouleversée par des actes qui sont dirigés contre la prison. Plus de prisons ne signifie jamais plus de vie, uniquement plus de mort.

En septembre, un détenu à Andenne est décédé après que pendant plusieurs jours, on lui avait juste donné des Dafalgan comme réponse à sa demande de soins médicaux.

Il faut aller chercher les marteaux. Tout mur de prison est une attaque directe contre notre dignité.

